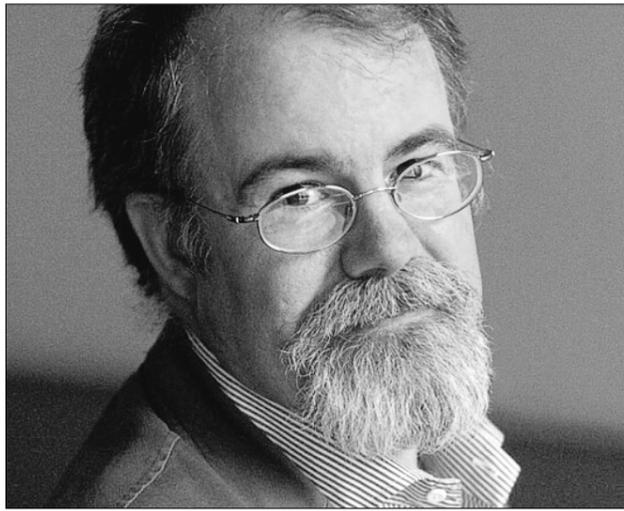


SÉLECTION

L'utopie narcissique des planistes occidentaux



WILLIAM EASTERLY, ÉCONOMISTE

«La mentalité des essayeurs du marché peut servir de modèle pour une aide efficace au développement»

Depuis la décolonisation, les pays occidentaux n'ont cessé de venir en «aide» aux nations «sous-développées». Ils dépensent chaque année des sommes colossales pour réduire la pauvreté, introduire la démocratie ou l'économie libérale, apporter des standards de bonne gouvernance et lutter contre les maladies tropicales. Autant d'objectifs louables, de politiques pétries de bonnes intentions, mais qui se soldent par des échecs cuisants. C'est *Le fardeau de l'homme blanc*, titre d'un ouvrage remarquable, foisonnant d'exemples puisés sur le terrain, dans lequel l'économiste américain William Easterly explique les raisons d'une débâcle: l'obsession des «planistes» l'emporte sur le pragmatisme des «essayeurs» dans les ministères et les agences. Les plus belles réussites de développement sont pourtant dues au hasard, aux tâtonnements, à l'invention de trajectoires spécifiques à chaque pays. Extraits d'un livre nécessaire.

Nous appellerons «planistes» les défenseurs de l'approche traditionnelle, et «essayeurs» ceux qui ont choisi l'autre type d'approche. Si l'on veut répondre en quelques mots à la question de savoir pourquoi les enfants mourants ne reçoivent pas les médicaments à 12 cents alors que les enfants riches et en bonne santé reçoivent *Harry Potter*, disons que les médicaments à 12 cents sont fournis par des planistes alors que *Harry Potter* est fourni par des essayeurs. Il ne s'agit pas de suggérer qu'il faudrait, en toutes circonstances, s'en remettre au libre marché qui produit et distribue *Harry Potter*. Les pauvres de la planète n'ont pas assez d'argent pour inciter les essayeurs du marché à satisfaire leurs humbles besoins. Mais la mentalité des essayeurs de marchés peut, en revanche, servir de modèle à une approche constructive de l'aide internationale. Dans ce domaine, les planistes déclarent leurs bonnes intentions mais n'incitent personne à les réaliser; les essayeurs découvrent des solutions qui marchent, et obtiennent quelques gratifications. Les planistes font naître des espoirs qu'ils ne se sentent pas tenus de combler; les essayeurs se considèrent

comme responsables de leurs actions. Les planistes déterminent l'offre; les essayeurs examinent la demande. Les planistes appliquent des schémas mondialisés; les essayeurs s'adaptent aux conditions locales. Les planistes en chef ignorent tout de la base; les essayeurs connaissent la réalité du terrain. Les planistes ne savent jamais si le bénéficiaire de leur plan a obtenu satisfaction; les essayeurs cherchent toujours à savoir si le client est satisfait. (...)

Comment l'Occident peut-il éradiquer la pauvreté dans le monde? S'étant fixé un noble objectif – la fin de la pauvreté –, les planistes s'efforcent ensuite de mettre sur pied les agences d'aide, les plans administratifs et les ressources financières les mieux à même d'y parvenir. Après soixante ans d'innombrables projets de réforme des agences d'aide, après des dizaines de plans divers et variés, après 2,3 milliards de dollars de fonds collectés, le secteur de l'aide internationale n'est toujours pas parvenu à atteindre ses nobles objectifs. Tout semble prouver une évidence difficile à admettre: les plans définitifs n'atteindront jamais leur objectif.

Comme tant d'autres, je me suis efforcé de comprendre ce que les pauvres peuvent attendre de l'aide internationale. Ce n'est que tout récemment que j'ai compris que je me posais la question à l'envers; j'étais prisonnier du mode de pensée des planistes. Les essayeurs, eux, se posent la question dans le bon sens: que peut faire l'aide internationale pour les pauvres? (...) Au 19^e siècle, la révolution industrielle impressionna vivement le socialiste utopiste Robert Owen. Comme pour annoncer le projet Objectifs du millénaire auquel devaient souscrire, un siècle et demi plus tard, les plus grands chefs d'État de la planète, Owen déclare dans un ouvrage de 1857: «Que les grandes puissances cessent d'hésiter sur la marche à suivre! Pour peu qu'elle applique le plan qui lui convient, la race humaine sera perpétuellement engendrée, nourrie, vêtue, logée, formée, éduquée, employée et divertie, gouvernée localement et à plus large

échelle, en mesure de jouir de la vie terrestre de la façon la plus rationnelle, et prête à affronter ce qui l'attend ou non après sa mort.» Owen a aujourd'hui perdu de son crédit sous prétexte que c'est un utopiste. Pourtant, si l'on excepte la référence à une préparation pour l'au-delà, on relève des ressemblances troublantes entre cette rhétorique du XIX^e siècle et les arguments d'un planiste moderne comme Jeffrey Sachs. Il semblerait qu'on assiste bel et bien au retour de l'utopie. (...)

APRÈS SOIXANTE ANS D'INNOMBRABLES PROJETS DES AGENCES D'AIDE, APRÈS DES DIZAINES DE PLANS, APRÈS 2,3 MILLIARDS DE DOLLARS COLLECTÉS, L'AIDE INTERNATIONALE N'EST PAS PARVENUE À ATTEINDRE SES NOBLES OBJECTIFS. TOUT SEMBLE PROUVER UNE ÉVIDENCE DIFFICILE À ADMETTRE: LES PLANS DÉFINITIFS N'ATTEINDRONT JAMAIS LEUR OBJECTIF.

Comme le montre l'exemple de Robert Owen, l'attrait qu'exercent les solutions utopiques aux problèmes des pays pauvres n'a rien de nouveau – il constitue un thème récurrent dans l'histoire des rapports de l'Occident avec le reste du monde. Les plans relevant de ce que nous appelons aujourd'hui «aide au développement» et «interventions militaires» remontent au XVIII^e siècle. La plupart des historiens décrivent un passage très abrupt de la colonisation à l'aide économique et aux interventions militaires; bien entendu, les mentalités et les politiques occidentales ont connu des évolutions considérables. Il n'en demeure pas moins instructif de repérer les thèmes qui perdurent. Dès l'origine, on constate que les intérêts des pauvres ne pesaient pas bien lourd face à la vanité des riches. Le fardeau de l'homme blanc procède de l'illusion narcissique que «nous» avons été choisis pour sauver le reste du monde. L'homme blanc s'est donné le premier rôle dans une version «Ancien régime» de *Harry Potter*. (...) L'échec de l'aide massive a fait naître bien des incertitudes parmi les agences, et cela dès les années 1980. Peut-être cet échec tenait-il aux difficultés d'adaptation des pays pauvres au libre marché. Après tout, si l'un des secrets de la prospérité occidentale s'expliquait bien par les retours d'information

et par la responsabilisation des marchés, la solution la plus simple consistait peut-être à mettre partout en place une économie de marché.

Le Fardeau de l'homme blanc s'est donc alourdi d'une nouvelle exigence: pour bénéficier d'une aide au développement, les pays pauvres devaient désormais adopter sans attendre une économie de marché. Celle-ci a ses défenseurs et ses adversaires, et chacune des deux parties refuse de concéder à l'autre le moindre pouce de terrain. Nous en arrivons ici à une conclusion pour le moins paradoxale: le libre marché fonctionne, mais les réformes qui s'en inspirent échouent souvent. Le paradoxe, c'est que l'Occident a tenté de *planifier* la manière d'instaurer un *marché*. Les libres marchés imposés de l'extérieur ne fonctionnaient manifestement pas, les preuves de cet échec s'accumulaient, mais les intérêts des pauvres ne pesaient pas assez lourd dans la balance pour forcer les occidentaux à changer de politique. Les planistes avaient sous-estimé cette difficulté: il est très compliqué de contraindre un marché à produire des effets sociaux bénéfiques. L'ouverture au libre marché se fait par étapes; elle doit se présenter comme une exploration progressive et prudente. (...)

En 1978, à Xiaogang, petit village de la province de l'Anhui – au coeur de la région des grandes rizières – vingt familles se réunirent dans le plus grand secret. Les villageois étaient en train de mourir de faim. John McMillan, professeur d'économie à Stanford, raconte comment le système communal mis en place à travers la Chine conduisait inexorablement à une pénurie alimentaire. En vertu de ce système, chacun était collectivement responsable des terres agricoles et chacun avait sa part des récoltes. Le riz était distribué à tous équitablement, que l'on ait ou non peiné à la tâche; du coup, personne ne travaillait d'arrache-pied. Les villageois de Xiaogang se mirent donc d'accord: ils diviseraient la terre et la cultiveraient chacun de leur côté, et chacun pourrait conserver les fruits de son travail. Cet accord resta secret, car les autorités communistes s'y seraient violemment opposées. La production de riz dans le village atteignit un niveau record; les résultats étaient trop spectaculaires pour être tenus secrets bien longtemps. Les villages voisins voulurent savoir ce qui se passait, et bientôt d'autres villages passèrent à leur tour à la culture individuelle.

Les autorités communistes ne tardèrent pas à constater l'émergence spontanée de la propriété privée

dans les campagnes. La nouvelle arrivait à point nommé: les réformateurs du Parti cherchaient justement à se débarrasser des maoïstes doctrinaires. Constatant à leur tour que la culture privée améliorerait considérablement le rendement agricole, les officiels du Parti communiste de la province donnèrent leur bénédiction aux villageois et transmirent l'information à Pékin. En 1982, un congrès du Parti entérina la situation et approuva officiellement l'agriculture individuelle. En 1984, les communes populaires rurales avaient toutes disparu. Ainsi une infime décision privée fut-elle, parmi d'autres, à l'origine de l'incroyable miracle économique chinois. Grâce à une réforme graduelle et localement conçue, les Chinois ont obtenu des résultats

GRÂCE À UNE RÉFORME GRADUELLE, LES CHINOIS ONT OBTENU DES RÉSULTATS BIEN SUPÉRIEURS À CEUX PRODUITS EN RUSSIE AVEC UNE ABSURDE «THÉRAPIE DE CHOC». L'OCCIDENT N'EST PAS EN MESURE DE CONCEVOIR UNE RÉFORME GLOBALE PERMETTANT D'INSTAURER LE LIBRE MARCHÉ.

bien supérieurs à ceux produits en Russie avec une absurde «thérapie de choc» conçue par des Occidentaux. (...)

L'Occident n'est donc pas en mesure de concevoir, à l'intention des pays pauvres, une réforme globale permettant de créer des lois bénéfiques et des institutions efficaces susceptibles d'instaurer le libre marché. (...) Les règles qui font fonctionner le marché procèdent de la recherche remontante des normes sociales, des réseaux sociaux et des lois et institutions officielles les plus efficaces. Pour compliquer le tout,

ces normes, réseaux et institutions évoluent en fonction des circonstances et de leur propre histoire. Des penseurs politiques comme Burke, Popper et Hayek ont compris que ces échanges sociaux étaient si complexes qu'une réforme imposée d'en haut, et qui prétendrait changer toutes les règles à la fois, ne ferait qu'aggraver la situation. (...)

D'instinct, beaucoup de gens supposent que la pauvreté des nations repose sur des causes essentiellement politiques. Les pays pauvres, en effet, sont souvent dotés de mauvais gouvernements – comme si les problèmes du marché n'étaient pas suffisants... Un gouvernement efficace, du reste, serait en mesure de résoudre certains des problèmes du marché évoqués plus haut.

Sur la question de la mauvaise gouvernance, les planistes se divisent en deux camps. Le premier (associé au gouvernement américain, à la Banque mondiale et au FMI) estime que les pays pauvres sont très mal dirigés et que l'Occident doit hausser le ton vis-à-vis des mauvais gouvernements – c'est-à-dire qu'il doit les forcer à changer pour obtenir son aide économique.

L'autre camp (celui des Nations unies et de Jeffrey Sachs) estime que les pays pauvres ne sont pas si mal gouvernés, et que chaque pays doit rester souverain en matière de développement. Cette division artificielle ne fait que limiter le débat. (...)

L'aide internationale ne va jamais faire disparaître la pauvreté. Seuls les efforts autonomes des pauvres et des sociétés pauvres peuvent mettre un terme à la pauvreté, et il est toujours possible pour cela d'emprunter à l'Occident les idées et les institutions jugées utiles. Mais une aide qui se concentrerait sur des tâches raisonnables permettrait dans un premier temps de soulager les souffrances de nombreuses personnes dans la détresse. N'est-ce pas suffisant? (Sélection réalisée par Gaspard Kühn)

TOP 5 DES VENTES ÉCONOMIE-FINANCE

PAYOT

Cinq meilleures ventes de la semaine dernière dans l'ensemble du réseau

- Confessions d'un banquier pourri**
Crésus (pseud.)
Fayard - Documents
- Bernard Madoff, l'escroc du siècle: 50 milliards de dollars détournés, 3 millions de victimes**
Peter Sander
Music and entertainment books
- Comprendre le secret bancaire**
S. Guertchakoff
Slatkine
- La crise et après?**
Attali, Jacques
Fayard
- L'économie est un jeu**
J. Couppey-Soubeyran
Librio - Librio. Mémo, n° 890

William Russell Easterly est un spécialiste de l'économie du développement. Professeur à l'Université de New York (NYU), il est co-directeur de l'Institut de recherche sur le développement de NYU. Il est aussi rédacteur-adjoint du *Quarterly Journal of Economics*, du *Journal of Economic Growth*, et du *Journal of Development Economics*. Entre 1985 et 2001, il a travaillé à la Banque mondiale en tant qu'économiste et conseiller auprès de la division macroéconomie et croissance. Il a ensuite œuvré à l'Institut Peterson (Institute for International Economics) et au Center for Global Development jusqu'en 2003.



WILLIAM EASTERLY

«Le fardeau de l'homme blanc – l'échec des politiques occidentales d'aide au développement», Editions Markus Haller, septembre 2009, 512 pages.